



Thomas Massie a été battu lors des primaires républicaines du Kentucky.

L'élection de Thomas Massie : perdre la bataille, gagner la guerre

Le 19 mai 2026, trente-deux millions de dollars ont permis d'acheter un siège au Congrès dans le Kentucky — et, par la même occasion, de donner un aperçu de ce qu'est devenue la démocratie américaine.

Claudio Grass

mar. 26 mai 2026

La défaite de Thomas Massie, député sortant ayant exercé sept mandats, lors des primaires de la quatrième circonscription du Kentucky le 19 mai 2026, a marqué un tournant décisif dans la longue histoire de la mainmise des entreprises et des groupes d'intérêts particuliers sur les élections américaines. Tout le monde sait depuis très longtemps que l'argent fait basculer les élections, mais il est rare d'en

voir un exemple aussi flagrant et provocateur. Cette élection particulière a fait prendre conscience à de nombreux Américains et observateurs internationaux qu'ils assistaient en temps réel à la mort de la démocratie.

La primaire la plus coûteuse de l'histoire des États-Unis

La campagne de Massie a été officiellement la **primaire la plus coûteuse de l'histoire des États-Unis**, avec plus de 32 millions de dollars dépensés — et il apparut rapidement que tout cela tenait moins à l'expression de la volonté des électeurs locaux qu'à une démonstration magistrale de la façon dont les capitaux extérieurs peuvent la subvertir. Les critiques ont souligné une disparité stupéfiante dans les dons : alors que la campagne de Massie était financée de manière organique par de petits donateurs individuels issus de la base, c'est-à-dire de vraies personnes, avec de vraies préoccupations, qui vivent réellement dans l'État et se soucient de son avenir, la caisse électorale de son adversaire était largement alimentée par une poignée de mégadoneurs ultra-riches et de PAC extérieurs agressifs. Au premier rang d'entre eux, le tout-puissant Comité américain des affaires publiques israéliennes (AIPAC). Cet afflux sans précédent de fonds extérieurs a de fait acheté les ondes, permettant à des intérêts nationaux centralisés de prendre complètement le dessus sur une primaire locale.

Tous ces millions, cependant, ont fait plus qu'acheter du temps d'antenne pour promouvoir l'adversaire de Massie ; ils ont également été utilisés de manière ciblée pour salir Massie.

Une campagne fondée sur la diffamation

Pour assurer son éviction, ses détracteurs et les PAC extérieurs ont utilisé comme arme une série d'accusations déformées et diffamatoires visant à présenter ce député de sept mandats comme un saboteur partisan. La plus largement relayée d'entre elles était le récit, repris en chœur par Donald Trump lui-même, selon lequel Massie faisait systématiquement obstruction au programme républicain et trahissait son propre parti. Cette affirmation a été complètement démantelée par les archives législatives montrant qu'il avait en réalité voté avec l'administration dans plus de 90 % des cas au cours du second mandat de Trump. Comme l'a **dit lui-même** le député du Kentucky : « Je vote avec les républicains dans 91 % des cas. Et les 9 % restants, c'est parce qu'ils prennent la défense de pédophiles, déclenchent une

nouvelle guerre ou mènent notre pays à la faillite. » En d'autres termes, Massie n'a pas trahi le Parti républicain, c'est le parti qui l'a trahi, tout comme d'innombrables autres Américains.

Ses adversaires ont systématiquement dépouillé ses votes de leur contexte libertaire et constitutionnel, présentant son opposition constante et générale à toute aide étrangère comme une hostilité « anti-israélienne » ciblée. Ils ont brossé un portrait du député qui ne pouvait être plus éloigné de la vérité. Il a également été ouvertement accusé d'antisémitisme simplement en raison de sa farouche opposition à la guerre contre l'Iran. Le fait est que Thomas Massie s'est toujours opposé à toutes les guerres, parce qu'il comprend que placer « l'Amérique en premier » signifie mettre un terme à toutes les interventions et aux engagements militaires à l'étranger. Cela signifie se concentrer sur l'amélioration de la vie des gens ici, et non sur la destruction — totale ou irréparable — de celle des peuples d'ailleurs. Pour avoir eu le courage d'assumer cette position, le lobby pro-guerre et pro-Israël l'a condamné comme antisémite, et a appliqué la même étiquette à tous ceux qui le soutenaient. La cruelle ironie de tout cela, c'est que les millions dépensés par ce lobby contre Massie ont également œuvré contre les intérêts de nombreux Juifs américains. Comme le soulignait un éditorial du [Times of Israel](#) : « L'absurdité réside dans le fait que la plupart des Juifs américains sont libéraux. Beaucoup s'opposent ouvertement à la politique du gouvernement Netanyahu et à l'occupation. Beaucoup de manifestants à New York qui protestent contre cette réalité sont juifs. » Le fait que l'AIPAC se livre depuis des années à une campagne d'achat effrénée de politiciens américains, ce dont il se vante ouvertement, ne fait qu'aider les véritables antisémites à gagner du soutien et à s'engager dans un effacement très dangereux de la frontière entre le gouvernement israélien et le peuple juif.

Le facteur Epstein

Son autre péché, peut-être encore plus grave que de s'être opposé à l'idée d'une mort et d'une souffrance absurdes, fut son obstination à exiger la publication des dossiers Epstein et à réclamer justice pour les victimes. Massie, aux côtés de l'ancienne députée Marjorie Taylor Greene (qui a vu sa carrière politique prendre fin il y a peu), de Lauren Boebert, de Nancy Mace et du démocrate Ro Khanna, figurait parmi les législateurs honteusement peu nombreux à avoir pris la défense des femmes maltraitées, humiliées, réduites au silence et victimes de manipulation institutionnelle, qui n'ont toujours pas vu les responsables de leurs tourments subir la justice qu'ils méritent.

Sans surprise, cette campagne en faveur de la transparence s'est heurtée à une hostilité farouche de la part de l'establishment et de ceux qu'il protège. [Comme l'a déclaré Marjorie Taylor Greene au NYT](#), le président Trump lui a dit qu'il s'opposait à la divulgation des dossiers Epstein car ses « amis en souffriraient ». Greene et sa famille ont également reçu plus de 700 menaces de mort, dont une bombe artisanale déposée chez elle et des messages directs menaçant de tuer son plus jeune fils, après que le président américain l'eut publiquement qualifiée de « traîtresse ». Lorsqu'elle en a fait part à Trump, il a rétorqué que ce serait de sa faute si son fils était tué.

Dans ce contexte, on comprend parfaitement pourquoi Massie devait être évincé à tout prix. Il a déclaré publiquement qu'il ne s'arrêterait pas s'il était réélu ; en fait, il en a fièrement fait son cheval de bataille : il continuerait à voter contre la guerre, contre les mesures de dépenses qui enfoncent encore davantage la nation dans la dette et déprécient la monnaie, contre les abus du gouvernement, et contre la protection des criminels, des malfaiteurs et des pédophiles, peu importe où ils se trouvent ou qui ils sont. Les millions qui ont été injectés dans cette course ont prouvé sans l'ombre d'un doute le niveau de panique et la peur de la lumière du jour qui submergeaient ses ennemis politiques.

Une page blanche avec un trésor de guerre

La nature artificielle de la course a été aggravée par l'obscurité totale de l'adversaire de Massie, Ed Gallrein. Pratiquement inconnu sur la scène politique, Gallrein n'avait aucune notoriété publique ni aucune empreinte politique dans la circonscription jusqu'à ce qu'il soit présenté comme candidat quelques mois auparavant. Même Trump lui-même a mal prononcé son nom dans la vidéo qu'il a réalisée pour le soutenir. Tout au long de la campagne, Gallrein a largement évité les apparitions publiques et les interactions spontanées avec les électeurs, s'appuyant plutôt sur une stratégie médiatique étroitement contrôlée, fondée sur son passé d'ancien Navy SEAL et sur une promesse de loyauté absolue, inconditionnelle et indéfectible envers Donald Trump. [Il a également refusé de débattre avec Massie](#) et de défendre sa cause contre lui devant la population du Kentucky. De nombreux observateurs ont souligné que cela créait un dangereux précédent pour la démocratie représentative. Cela démontre qu'un élu enraciné de longue date dans son territoire peut être ciblé et éliminé par des intérêts particuliers qui lui opposent une ardoise parfaitement vierge, pourvu que cette ardoise soit protégée par un déferlement d'achats publicitaires à plusieurs millions de dollars.

Une colère qui transcende les clivages politiques

Ce qui ressortit de cette élection de plus important ne fut pas la défaite de Massie. Ce fut la réaction qu'elle suscita et l'effet fédérateur qu'elle produisit sur une grande partie du pays. La colère, l'indignation et le dégoût pur et simple que cette campagne a suscités chez tant de personnes ont transcendé les clivages politiques et partisans. Elle a rassemblé des gens qui ne s'accordent habituellement sur pratiquement rien, mais qui partagent le sentiment que leur pays leur échappe et que leurs voix ne comptent pour rien, car quel que soit leur vote, ils obtiennent le même gouvernement, contrôlé par les mêmes intérêts, acheté et payé par les mêmes bourses, simplement habillé d'une couleur différente.

Cependant, le désespoir et la résignation, aussi tentants soient-ils, ne sont pas la voie à suivre. D'une part, il y a de nombreuses raisons d'être optimiste pour l'avenir : **Massie a remporté le vote des jeunes haut la main**, ce qui montre clairement que la jeune génération n'adhère pas à ce que l'establishment lui vend et qu'elle ne se laisse pas manipuler aussi facilement que ses aînés. Elle maîtrise les réseaux sociaux, ce qui lui permet de repérer la propagande en ligne et les opinions payées lorsqu'elle y est confrontée. Ce sont aussi pour la plupart des chrétiens, des gens de la campagne qui n'aiment pas voir leur foi déformée et utilisée comme une arme : ils croient aux Dix Commandements et deux des plus célèbres, à savoir « tu ne tueras point » et « tu ne voleras point », sont bafoués sous leurs yeux par l'administration actuelle et son allié le plus proche. Plus important encore, ils n'ont pas non plus cette envie irrésistible, propre à la génération du baby-boom, de soutenir un parti ou de suivre aveuglément un leader jusqu'au précipice.

D'innombrables électeurs démocrates ont rompu avec leur parti lorsqu'il s'est trop orienté à gauche, lorsqu'il a tenté de leur imposer un Biden en net déclin mental pour un second mandat, puis une Kamala Harris profondément impopulaire sans même les consulter, ou lorsqu'il a continué à soutenir Israël alors même que le nettoyage ethnique qu'il commettait était diffusé en direct sur leurs téléphones. De même, de nombreux républicains en ont tout simplement assez des promesses non tenues concernant « plus de guerres » et « l'assainissement du marécage ». Mais surtout, ils en ont assez de voir leurs élus s'enrichir alors qu'eux-mêmes ont du mal à payer leur loyer, l'éducation de leurs enfants et leurs courses hebdomadaires.

Le vent tourne

Un changement clair est en cours, et pas seulement aux États-Unis. Un nombre croissant de citoyens dans tout l'Occident sont de plus en plus mécontents des choix qui leur sont proposés, et ce nombre atteindra bientôt une masse critique. L'heure

est venue de voir émerger de nouveaux choix, qui ne seront pas, cette fois-ci, triés sur le volet par des groupes d'intérêts particuliers, par des pays étrangers et par ceux qui incarnent les pires traits de l'humanité. L'avarice, la soif de sang, la haine et la misanthropie ne seront plus, d'ici peu, nos seules options.

ÉTIQUETTES DE L'ARTICLE:

Analyse Massie, Thomas ÉTATS-UNIS

Comité américain des affaires publiques israéliennes (AIPAC)